

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 34 (1997)
Heft: 1288

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

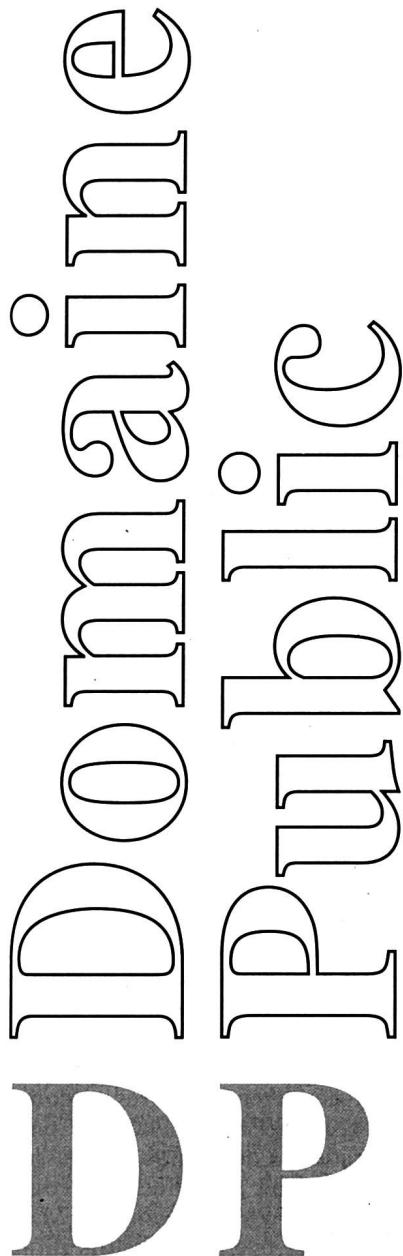
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



L'urgence du long terme

LA BARRE DES 200000 chômeurs est passée en Suisse, comme prévu. Beaucoup de jeunes parmi eux, qui vivent de pénibles débuts de vie professionnelle. Des multinationales ayant leur état-major dans notre pays qui accroissent leurs investissements directs à l'étranger et y occupent plus d'un million et demi de personnes. Et le travail qui fuit le camp: automatisation, rationalisation, restructuration, mondialisation, autant d'évolutions qui suppriment des emplois, souvent pour toujours, ou les déplacent, parfois très loin.

A ce régime, le mouvement syndical tangue partout; comme en Suisse, où il cherche les moyens et structures pour faire face aux problèmes des travailleurs comme à ses propres difficultés: effectifs en baisse, organisation inadéquate, réflexion et vision insuffisantes. Pour l'heure, sous la pression des événements, les économistes partentés de l'Union syndicale suisse apposent leur signature, non sans expresses réticences, au bas du Manifeste, scellant ainsi l'union sacrée obtenue par MM. les professeurs Jean-Christian Lambelet, Peter Tschopp et même Heinz Hauser, l'un des auteurs du *Livre blanc* attribué à M. de Pury.

Mais au-delà de cette «urgence de la situation économique» invoquée par les signataires du Manifeste, au-delà aussi de la défense systématique des acquis sociaux et de quelques revendications immédiates, il y a ample matière à réflexion à plus long terme. Certes elle se poursuit, notamment dans le mouvement syndical, sur les modèles de répartition, à l'échelle individuelle et collective, d'un travail dont on pressent bien que le volume global diminuera et la nature évoluera. Mais les salariés attendent de leurs représentants qu'ils se montrent à la recherche de véritables solutions pour l'avenir, qu'ils indiquent au moins le sens dans lequel ils poursuivent leurs réflexions.

Prenons l'exemple des robots industriels, qui ont largement dépassé le stade des prototypes pour atteindre celui, plus inquiétant, de l'exploita-

tion, déjà en voie de généralisation pour certaines productions. Selon une récente publication des Nations Unies (*World Industrial Robots*, 1996), les chiffres sont là, froids, glaçants: 650 000 robots à l'œuvre dans le monde, dont 75 500 vendus en 1995 (en augmentation de 26% par rapport à l'année précédente), au prix moyen de 82 000 \$ (contre 108 000 \$ en 1991). Le Japon reste le plus gros utilisateur (60% des robots installés dans le monde), les Etats-Unis suivent loin derrière (10%) mais toute une série de pays s'y sont mis (Corée, Tchéquie, Singapour). En Suisse, on recensait 1510 robots industriels en 1990, le double en 1994 et 3390 en 1995, en majorité installés chez les constructeurs de machines et les mécaniciens de précision.

Les experts des Nations Unies se gardent bien d'analyser les effets de l'automatisation sur l'emploi dans l'industrie. Mais on ne peut s'empêcher de penser à ces grandes halles de produc-

tion automobile pilotées depuis une cabine de commande monoplace. En tout état de cause, il n'y aura pas de vengeance ouvrière contre la machine. Car si la mécanisation avait suscité de telles réactions, dans le textile en particu-

Les salariés attendent de leurs représentants qu'ils se montrent à la recherche de véritables solutions pour l'avenir

lier, l'informatisation a étonnamment bien passé et la robotisation ne suscite que des murmures épargnés dans le monde.

Cette absence de réaction visible cache, espérons-le, une juste réflexion de la part des dirigeants syndicaux: à l'instar des ordinateurs, les robots industriels déchargent l'homme de travaux difficiles ou fastidieux, mais exigent eux-mêmes, pour leur conception et leur production, une abondante matière grise et une main-d'œuvre très qualifiée. Voilà qui indique une direction d'avenir pour le monde du travail: celle d'un investissement intellectuel de plus en plus important, dans la formation de base et continue, dans la recherche scientifique et le développement de produits, le tout dans cette visée qualitative que l'on sait génératrice d'emplois.

YJ